

Violence, pauvreté et travail de care : le PS de Kulm place les droits des femmes au centre

Par Laura Koller, traduction par Susanne Boschung et ChatGPT (IA)

01.05.2026, 16 h 49

Lors de la soirée du 1er mai organisée à Reinach, trois expertes ont mis en lumière les inégalités dont les femmes sont victimes. Elles ont appelé à une prise de conscience collective et à davantage d'engagement politique.

Exclusivité pour les abonnés

De quoi s'agit-il ?

Cette année, le PS de Kulm a consacré sa veillée du 1er mai aux droits des femmes. « Nous voulons aborder et discuter de thèmes sociaux lors de la veillée du 1er mai », a expliqué Markus Estermann, président du parti de district.

Trois expertes ont donné un aperçu de leurs domaines d'activité : la théologienne féministe Esther Gisler Fischer a souligné l'importance économique du travail de care. Katharina Hauri, responsable du centre de l'Armée du Salut à Reinach, a parlé de son travail auprès de femmes en situation de pauvreté. Quant à Roni Muff, elle a présenté différents parcours de femmes ayant subi des violences.

« C'est le thème central de ma vie, tout mon travail tourne autour de cela », a déclaré Roni Muff en introduction. Enseignante primaire et juge de paix nouvellement élue, elle accompagne et soutient depuis plus de 20 ans des femmes victimes de violences sexistes.

La culture suisse du détournement du regard

Elle a illustré son propos à l'aide d'une carte de la Suisse qu'elle avait elle-même conçue. Y figuraient l'âge et la date du décès des 23 femmes tuées lors de féminicides en 2025. Neuf femmes ayant survécu à de tels actes y étaient également mentionnées. Les personnes présentes ont observé une minute de silence en hommage aux victimes.

Roni Muff s'adresse aussi aux hommes. Car, selon elle : « Les violences sexistes sont majoritairement commises par des hommes. » Cela ne signifie pas que les hommes ne peuvent pas, eux aussi, être victimes de violence. Mais il existe en Suisse une forme de violence qui émane d'hommes et peut aller jusqu'à la mort : « Elle est le résultat de la culture patriarcale qui prévaut ici. »

Lors d'un meeting politique bourgeois, elle a vu des tracts présentant les féminicides comme un « problème d'étrangers ». Son expérience montre pourtant le contraire : « Lorsqu'un homme suisse frappe sa compagne dans le voisinage, on préfère détourner le regard. C'est l'un des nôtres. »

Roni Muff a cité plusieurs exemples : une femme poussée si violemment par son mari contre une table en pierre que celle-ci s'est brisée et lui a entaillé le dos ; une autre battue parce qu'elle avait donné naissance à une deuxième fille au lieu d'un garçon ; ou encore une femme à qui son mari a craché au visage devant les enfants.

« Il faut du courage civique, nous devons ouvrir les yeux », a insisté Roni Muff. Dans ce contexte, elle a également attiré l'attention sur le nouveau numéro national d'aide aux victimes, le 142.

Être témoin de cette réalité fait aussi partie du quotidien professionnel de Katharina Hauri. « Si nous voulons améliorer l'avenir, nous devons déranger le présent », a-t-elle rappelé en citant Catherine Booth, cofondatrice de l'Armée du Salut.

La pauvreté des femmes est un sujet auquel Katharina Hauri est souvent confrontée dans son travail quotidien. Les mères célibataires et les femmes âgées, mais aussi les femmes issues de l'immigration, sont particulièrement touchées. « Environ 300 000 femmes âgées vivent en Suisse sous le seuil de pauvreté. Le lien entre égalité des sexes et travail social est donc fondamental », a-t-elle déclaré.

La pauvreté ne se résume pas aux difficultés financières et matérielles : elle influence aussi la santé et la vie sociale. L'Armée du Salut apporte son aide notamment par le biais de consultations, de colis alimentaires et de bons d'achat.

« L'économie ne se résume pas à ce qui rapporte de l'argent »

Esther Gisler Fischer a souligné l'importance du travail de care : « C'est une partie indispensable de la vie. » Ce travail, également appelé travail de prise en charge, est majoritairement effectué par des femmes. Il comprend notamment des activités non rémunérées, comme l'éducation des enfants ou les soins apportés aux proches. Les activités rémunérées, comme celles exercées par le personnel soignant ou les éducatrices et éducateurs de crèche, en font également partie.

« En Suisse, le travail de care non rémunéré est le plus grand facteur économique, mais il n'est pas pris en compte dans le PIB », a déclaré Esther Gisler Fischer. Elle a appelé à placer ce travail au cœur du système : « L'économie ne se résume pas à ce qui rapporte de l'argent. »

Le public a ensuite débattu de différents aspects : que faire lorsqu'on entend des cris provenant de l'appartement voisin ? Comment le nouveau numéro d'aide aux victimes sera-t-il financé ? Les possibilités de soutien aux femmes en situation de pauvreté – comme les écoles à horaire continu ou les subventions pour les crèches – ont également été abordées.

Lucia Lanz, députée socialiste au Grand Conseil, présente dans le public, a déclaré à ce sujet : « Des crèches financées par l'État contribueraient au bien-être et soulageraient

ainsi les familles et les couples. Les effets se feraient ressentir dans l'ensemble de la société. »

Face aux thèmes difficiles abordés ce soir-là, Roni Muff a conclu qu'il ne fallait pas baisser les bras : « Nous devons nous faire entendre et lutter ensemble pour nos droits. »